



COMITE DEPARTEMENTAL du FINISTERE
de l' ASSOCIATION NATIONALE des ANCIENS COMBATTANTS
et AMI(E)S de la RESISTANCE – ANACR -

Maison des Associations
53, impasse de l'Odet QUIMPER
site:amisdelaresistancedufinistere.com

CONGRES DEPARTEMENTAL du FINISTERE

SCAËR le 19 OCTOBRE 2013

Hommage aux Résistantes et Résistants du Finistère

Le 27 MAI, JOURNEE NATIONALE de la RESISTANCE



« Quelle leçon retenir de leur sacrifice?

C'est, je crois, de poursuivre cette quête d'un monde fraternel comme était la Résistance, un monde où s'effacent les différences, où chacun se sent proche de l'autre.

Cet idéal, celui de la Résistance, a permis de donner après la libération, malgré les désastres dans notre pays si affaibli, un ensemble de mesures de solidarité unique au monde.

Jeunes gens qui nous écoutez encore aujourd'hui, sachez que « le lien entre le passé, le présent et le futur est en bois dur ». Essayez comme nous de donner un sens à votre vie. Cherchez les chemins qui feront de vous des acteurs d'un monde où les roses salueront le blé prometteur d'un pain à partager.

Et nous vivrons dans votre devenir. »

Daniel Trelu, chef de la Résistance du Finistère. Saint Goazec, 5 octobre 1997

Pour la deuxième fois consécutive le Comité de Scaër, a le plaisir de vous accueillir aujourd'hui pour notre congrès départemental. Merci à vous Madame la Présidente et au bureau départemental d'avoir choisi de revenir à Scaër, et merci à vous, Madame le Maire, d'avoir tout mis en œuvre pour nous recevoir dans les meilleures conditions.

Le Congrès départemental c'est l'occasion d'avoir une pensée pour les résistants Scaërois et Finistériens vivants ou disparus qui grâce à leur action pendant et après la guerre nous ont permis d'être ensemble aujourd'hui et de se retrouver au sein de l'ANACR.

Les années 1936/1940 furent particulièrement dramatiques parce qu'elles mirent en évidence toutes les faiblesses qui peuvent frapper un régime démocratique, le manque de courage face au fascisme et à l'impérialisme et l'abandon des principes démocratiques. Assommé par la défaite, notre pays a confié son destin à un seul homme, supposé être le recours : le maréchal Pétain. En lui remettant les pleins pouvoirs, la voie à une dictature et à la collaboration avec l'Allemagne était ouverte.

Cette période sombre fait partie de notre passé. Nous ne pouvons ni l'oublier, ni l'effacer. Bien au contraire, il nous incombe, en tant que citoyens, de l'assumer et d'en tirer les leçons.

Cette période a également mis en lumière ce qu'il peut y avoir de meilleur dans un peuple.

Contre l'abattement, l'accablement, le défaitisme, l'acceptation de l'ordre nazi parce qu'il apparaissait comme le plus fort, des hommes et des femmes encouragés par l'appel du Général De GAULLE ont eu la force de lutter et de combattre, pour influencer sur l'avenir et construire notre destin. Sensible à ce message d'espoir la résistance s'ébauche dans notre commune dès 1940 avec une organisation sommaire.

Dans notre pays, au péril de leur vie, des femmes et des hommes sont entrés dans la clandestinité. Ils ont lutté contre l'occupant et contre ceux qui collaboraient avec lui. Ils furent ces résistants qui sauvèrent l'honneur de notre pays et permirent à la France de siéger parmi les vainqueurs en 1945. Permettez-moi de rendre aujourd'hui un vibrant hommage aux résistantes et résistants pour cette liberté qu'ils nous ont rendue et pour l'honneur qu'ils nous ont fait retrouver.

Par-delà leurs différences les résistants n'avaient qu'un seul objectif, redonner à notre pays sa souveraineté. En effet le 27 Mai 1943 la 1ère réunion du CNR qui se déroule à Paris réunit les représentants de 8 mouvements de résistance, de 6 partis politiques et des 2 principales centrales syndicales ouvrières.

Jean Moulin rappelle les objectifs de la France combattante : faire la guerre, rétablir les libertés républicaines et rendre la parole aux Français. Le programme du CNR a permis dès le 8 Mai 1945, de construire notre système social français, basé sur la justice et le respect de l'individu et à notre Pays de se redresser. Le programme du CNR, les jours heureux est toujours d'actualité.

Nous ne pouvons que nous féliciter de la mise en place de la journée commémorative du 27 Mai. Un grand merci aux élus de notre république. C'est une première victoire et une reconnaissance de l'action de la résistance. Mais cette commémoration devra être combative, dynamique et vigilante. Il nous faudra rappeler partout et notamment aux jeunes générations que rien n'est jamais scellé durablement. En effet aujourd'hui le programme du CNR qui a permis les lois sociales de 1946 est grignoté insidieusement, le respect de la personne humaine s'efface peu à peu, les libertés sont bafouées dans différents endroits du globe. Comme dans les années 30, l'extrême droite, certes avec un visage remodelé aujourd'hui, affiche son arrogance et ses ambitions. Les négationnistes sont de plus en plus virulents et les attaques contre les résistants qui n'auraient été rien d'autre que de sinistres individus sans foi ni loi, sont de plus en plus nombreuses. Attention danger.

Les résistants dans leur clairvoyance, ne voulaient pas que la flamme de la résistance s'éteigne et que les idéaux du Conseil National de la Résistance s'étiolent. Avec la création des amis et la fusion des deux associations ils ont mis en place un relais de l'histoire. Mesdames et messieurs les résistants vous avez fait un redoutable honneur aux jeunes générations. Plus que jamais nous devons être des passeurs de mémoire et de vigilants gardiens de l'héritage que vous nous léguerez.

La résistance fût très active dans les cantons de Scaër, Coray et Rosporden.

En 1940 Scaër est une commune rurale avec une population ouvrière et paysanne, qui sera doublée dès l'été 1940 par l'afflux massif de réfugiés.

Très rapidement une garnison allemande s'installe à Scaër entraînant de nombreuses réquisitions.

Dès lors, des motifs de résistance germent dans les esprits, comme le patriotisme nourri des souvenirs de la première guerre mondiale, comme le refus du fascisme, comme l'appel du général de Gaulle du 18 juin 1940, comme les réquisitions qui frappent durement le monde rural, comme le désir d'action des plus jeunes ...

La résistance s'ébauche dès 1940 autour de petits groupes familiaux ou d'affinités. L'organisation est sommaire. Certains rejoignent Londres pour combattre auprès des Britanniques dans ce qui deviendra les FFL ou d'autres engagent des actions en territoire occupé comme la distribution de tracts manuscrits. Les premiers résistants sont sous équipés et sont conscients rapidement de la nécessité d'agir dans la clandestinité. L'écoute de radio-Londres apparaît comme un acte de résistance nécessaire pour le moral et pour les informations. Les premiers mouvements de résistance Scaërois datent de 1941.

Petit à petit les organisations s'étoffent par recrutement individuel. On trouve sur Scaër des groupes appartenant à "Libération nord", aux FTPF, à l'armée secrète, au BCRA.

En 1943, à Scaër, les groupes de maquisards vont se former. Ils sont réfugiés dans les forêts de "Coat-Loch" et "Cascadec" et sont ravitaillés par des cultivateurs et des commerçants.

Le 10 novembre 1943 au soir, un groupe de jeunes gens veut fêter le 11 novembre. Ils mettent le feu dans un wagon de munitions allemandes. Les Allemands avertis, tirent sur le groupe à l'aveuglette, blessant l'un d'entre eux, Pierre PENDÉLIO qui sera ensuite torturé.

Les maquisards scaërois seront très entreprenants en 1944. Les sabotages se succéderont :

Dans la nuit du 18 au 19 mars, une douzaine d'hommes dirigés par François DAËRON dit "Louis d'or" et Christophe LE MOAL, alias "Abel", déboulonnent deux rails au "Trou de la Belle-mère" entre Bannalec et Kerrest. Le convoi ferroviaire déraile.

Le 8 avril, des patriotes scaërois attaquent la prison Saint-Charles de Quimper.

Le 16 avril, des scaërois stoppent un car de l'organisation "Todt" au "Bougeal" en Guiscriff. Ils le font incendier après avoir fait évacuer les ouvriers Français et Allemands.

Dans la nuit du 21 au 22 avril, des Scaërois et trois Guiscrivittes déboulonnent des rails. Le train de permissionnaires allemands tombe dans un ravin.

Le 11 Mai, en gare de Rosporden, un commando scaërois, composé de Marcel SINQUIN, du "Grand George", de Jean-Louis CASSAGNE, de MATHIEU, etc, fait exploser à la dynamite deux locomotives. En représailles, le maquisard George KERANGOUREC sera capturé puis fusillé. Ce même jour à Mellac, des officiers allemands sont la cible de Jean-Louis MONFORT alias "Mastard" et d'un de ses camarades. Le courageux "Mastard" hélas fait prisonnier sera envoyé à la prison du "Bel Air". IL est fusillé le lendemain à la Croix de Mellac.

Dans la nuit du 10 au 11 juin, une vingtaine de maquisards, dont Maurice CLAIRON, s'en prend à un entrepôt de ravitaillement allemand.

Dans la journée du 11 juin, cinq Scaërois seront interceptés au cours d'une autre mission. Une bombe destinée au Château de " Kerjégu " tombe dans une maison voisine, tuant Madame BOËDEC et ses deux fils.

Le 8 Juillet : Ici Radio-Londres «Paul a du sang-froid», ce message est synonyme de parachutage. Trois avions larguent dans la nuit, sur un terrain de Miné-Kervir, 12 tonnes de matériel dans 107 conteneurs. Trois parachutistes atterrissent aussi: le capitaine anglais Chris BLATHWAYT, le capitaine français Paul CARRON et le sergent radio anglais Neuville WOOD. Ils sont membres du commando Jedburgh, destiné à structurer la Résistance et à ralentir le départ des Allemands vers la Normandie. Des tombereaux agricoles dispersent rapidement le matériel dans des cachettes; les responsables de la Résistance savent que le manège des avions n'a pu échapper à l'occupant.

Le drame du second parachutage : l'émetteur radio apporté par un des parachutistes ne fonctionnant pas, un autre parachutage, prévu sur un nouveau site, s'effectuera sur le même.

Le 14 juillet 1944 : Ici radio Londres : « Les Français parlent aux Français, Message personnel : « le vent souffle dans les blés ». Ce message est capté vers 11h00 au PC installé à Guerveur. Il annonce un deuxième parachutage de vivres et de matériels pour le soir même sur le terrain « Pêche » à Miné-Kervir". Dans la nuit du 14 au 15 juillet, 16 tonnes de matériel furent parachutées. Il y avait beaucoup de personnes pour effacer les traces. Tout ce matériel avait été aussitôt transporté dans des charrettes, à environ 5 kilomètres de Kervir, et camouflé dans un fossé aux abords de Kernabat (côté Tourc'h). Aux premières lueurs de l'aube de ce 15 Juillet 1944, on signale la présence de plus de 1000 soldats allemands à Coadry. Le 15 juillet à 5 h 30, Louis LE BIHAN, maire de Coray, est arrêté. Les 50 FTP de Scaër appellent en renfort les 100 F.F.I. de Rosporden qui se trouvaient à Tourc'h, au village de Quillien. Le Capitaine Mercier, à la tête des FFI, décide sans attendre d'apporter 3 sections de renforts armés aux FTP de Scaër, à Kernabat. De violents combats ne tardent pas alors à commencer à Kernabat et à Quillien. Un combat que l'on imagine inégal, compte tenu des 1 000 soldats allemands face aux quelques 160 maquisards!!! Et encore... parmi ces 160 jeunes hommes, beaucoup n'avaient encore jamais combattu avant!

Dans la nuit du 2 au 3 août 1944, une centaine de maquisards, venant du village de Keruscun en Leuhan se préparent à encercler Scaër. Ceux-ci se trouvent sous la direction d'Emile GUÉGUEN, Christophe LE MOAL, Job GIGUELAY, Marcel PIRIOU,...

Le lendemain 4 août, les maquisards viennent prendre possession de Scaër. Le lieutenant colonel LE TALLEC, installe un hôpital à l'école des garçons. Beaucoup des résistants locaux, dont René BERTHELOT, poursuivent la guerre notamment en participant à la réduction de la poche de Lorient aux côtés des Américains.

Mais ici à KERNABAT, 18 jeunes hommes seront tués, dont 9 du Maquis de Scaër, et 9 du Maquis de Rosporden.

Nous les retrouvons tous ici, leur nom inscrit sur le mémorial de la résistance.

Souvenons-nous de Pierre CABELLIC, Pierre CAPITAINE, Armand DELESSARD, Corentin GUILLOU, Robert HERVE, Jean-Louis JACOB, morts pour que vive la France.

Souvenons-nous de François JACOB, Roger KERJOSSE, Yves LE BARON, Grégoire LE CAM, René LE GALL, René LE MAO, morts pour que vive la France.

Souvenons-nous de Louis MASSE, Etienne MILLOUR, Jean-Louis RANNOU, Marcel RANNOU, Pierre SALOMON, René TURQUET, morts pour que vive la France.

C'étaient pour la plupart de très jeunes hommes, au fait de l'adolescence Le temps s'égrène inexorablement, mais la mémoire ne pourra s'estomper tant que nous continuerons à nous rassembler, car oublier, s'est assécher le terroir de la vie. .

Avec leur courage et leur sang, les résistants ont forgé la victoire contre le fascisme, le racisme et l'intolérance. Mais soyons et restons vigilants, gardons bien ancrés le souvenir des combats pour la libération, le souvenir des combats de Kernabat, le souvenir des innombrables sacrifices humains, le souvenir des milliers de morts pour servir la cause de la liberté, car le fascisme qu'il soit politique, religieux ou économique est toujours attentif, présent, et prêt à resurgir à la moindre de nos faiblesses.

Oublier leur sacrifice, les vertus de leur combat, oublier l'honneur qu'ils nous ont redonné serait impardonnable, mais ne pas être garant de la mémoire et ne pas la transmettre aux nouvelles générations le serait tout autant. Pour ne pas oublier, l'association Quillien 2000, les municipalités de Tourc'h et de Scaër et l'ANACR de Scaër ont réussi après beaucoup de difficultés à mettre en place un chemin de la mémoire. Ce chemin du souvenir reliera les stèles de Kernabat et de Quillien en retraçant, autant que faire se peut les combats de Kernabat-Quillien. Nous ferons aujourd'hui une inauguration symbolique.

Que la mémoire de la résistance nous enseigne la vigilance, la détermination, la volonté de paix et de sécurité pour continuer à avancer vers l'idéal de liberté et de démocratie de nos glorieux aînés. Sachons aussi être aux côtés des peuples en lutte pour leur liberté contre l'oppression et la dictature.

Demain soyons encore plus nombreux, à transmettre le patrimoine légué et puiser dans le passé les garde-fous de l'avenir, racine de la paix et de la liberté.

TROIS DATES FONDAMENTALES DE NOTRE HISTOIRE :
18 juin 1940 : APPEL DU GÉNÉRAL DE GAULLE
27 mai 1943 : NAISSANCE du CONSEIL NATIONAL de la RÉSISTANCE
15 mars 1944 : PROGRAMME du CONSEIL NATIONAL de la RÉSISTANCE

25 MAI 2007

LE CONTENU DU PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE

Née de la volonté ardente des Français de refuser la défaite, la Résistance n'a pas d'autre raison d'être que la lutte quotidienne sans cesse intensifiée.

Cette mission de combat ne doit pas prendre fin à la Libération. Ce n'est, en effet, qu'en regroupant toutes ses forces autour des aspirations quasi unanimes de la Nation, que la France retrouvera son équilibre moral et social et redonnera au monde l'image de sa grandeur et la preuve de son unité.

Aussi les représentants des organisations de la Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R., délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'opresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la Libération du territoire, un ordre social plus juste.

I - PLAN D'ACTION IMMÉDIATE

Les représentants des organisations de résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R. :

Expriment leur angoisse devant la destruction physique de la Nation que l'opresseur hitlérien poursuit avec l'aide des hommes de Vichy, par le pillage, par la suppression de toute production utile aux Français, par la famine organisée, par le maintien dans les camps d'un million de prisonniers, par la déportation d'ouvriers au nombre de plusieurs centaines de milliers, par l'emprisonnement de 300.000 Français et par l'exécution des patriotes les plus valeureux, dont déjà plus de 50.000 sont tombés pour la France.

Ils proclament leur volonté de délivrer la patrie en collaborant étroitement aux opérations militaires que l'armée française et les armées alliées entreprendront sur le continent, mais aussi de hâter cette libération, d'abrèger les souffrances de notre peuple, de sauver l'avenir de la France en intensifiant sans cesse et par tous les moyens la lutte contre l'envahisseur et ses agents, commencée dès 1940.

Ils adjurent les gouvernements anglais et américain de ne pas décevoir plus longtemps l'espoir et la confiance que la France, comme tous les peuples opprimés de l'Europe, a placés dans leur volonté d'abattre l'Allemagne nazie, par le déclenchement d'opérations militaires de grande envergure qui assureront, aussi vite que possible, la libération des territoires envahis et permettront ainsi aux Français qui sont sur notre sol de se joindre aux armées alliées pour l'épreuve décisive.

Ils insistent auprès du Comité Français de la Libération Nationale pour qu'il mette tout en oeuvre afin d'obtenir les armes nécessaires et de les mettre à la disposition des patriotes. Ils constatent que les Français qui ont su organiser la résistance ne veulent pas et d'ailleurs ne peuvent pas se contenter d'une attitude passive dans l'attente d'une aide extérieure, mais qu'ils veulent faire la guerre, qu'ils veulent et qu'ils doivent développer leur résistance armée contre l'envahisseur et contre l'opresseur.

Ils constatent, en outre, que la Résistance Française doit ou se battre ou disparaître ; qu'après avoir agi de façon défensive, elle a pris maintenant un caractère offensif et que seuls le développement et la généralisation de l'offensive des Français contre l'ennemi lui permettront de subsister et de vaincre.

Ils constatent enfin que la multiplication des grèves, l'ampleur des arrêts de travail le 11 Novembre qui, dans beaucoup de cas, ont été réalisés dans l'union des patrons et des ouvriers, l'échec infligé au plan de déportation des jeunes français en Allemagne, le magnifique combat que mènent tous les jours, avec l'appui des populations, dans les Alpes, dans le Massif Central, dans les Pyrénées et dans les Cévennes, les jeunes Français des maquis, avant garde de l'armée de la Libération, démontrent avec éclat que notre peuple est tout entier engagé dans la lutte et qu'il doit poursuivre et accroître cette lutte.

En conséquence, les représentants des organisations de résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R.

Déclarent que c'est seulement par l'organisation, l'intensification de la lutte menée par les forces armées, par les organisations constituées, par les masses, que pourra être réalisée l'union véritable de toutes les forces patriotiques pour la réalisation de la libération nationale inséparable, comme l'a dit le Général De Gaulle, de l'insurrection nationale qui, ainsi préparée, sera dirigée par le C.N.R, sous l'autorité du C.F.L.N, dès que les circonstances politiques et militaires permettront d'assurer, même au prix de lourds sacrifices, son succès.

Ils ont l'espoir que les opérations de la Libération du pays, prévues par le plan de l'état major interallié, pourront ainsi être, le cas échéant, avancées grâce à l'aide apportée par les Français dans la lutte engagée contre l'ennemi commun, ainsi que l'a démontré l'exemple glorieux des patriotes corses.

Ils affirment solennellement que la France qui, malgré l'armistice, a poursuivi sans trêve la guerre, entend plus que jamais développer la lutte pour participer à la libération et à la victoire.

Pour mobiliser les ressources immenses d'énergie du peuple français, pour les diriger vers l'action salvatrice dans l'union de toutes les volontés, le C.N.R décide :

D'inviter les responsables des organisations déjà existantes à former des comités de villes et de villages, d'entreprises, par la coordination des formations qui existent actuellement, par la formation de comités là où rien n'existe encore et à enrôler les patriotes non organisés.

Tous ces comités seront placés sous la direction des comités départementaux de la libération (C.D.L). Ils seront soumis à l'autorité des C.D.L qui leur transmettront, comme directives, la plate-forme d'action et la ligne politique déterminée par le C.N.R.

Le but des ces comités sera, à l'échelon communal, local et d'entreprise, de faire participer de façon effective tous les Français à la lutte contre l'ennemi et contre ses agents de Vichy, aussi bien par la solidarité et l'assistance active à l'égard des patriotes sous l'impulsion et le soutien donnés aux revendications vitales de notre peuple. Par dessus tout, leur tâche essentielle sera de mobiliser et

d'entraîner les Français qu'ils auront su grouper à l'action armée pour la Libération.

Ces comités devront, selon les circonstances et en se conformant aux instructions données par les C.D.L, appuyer et guider toutes les actions menées par les Français contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation imposées par l'ennemi, de l'extérieur et de l'intérieur.

Ces comités devront :

- 1) Développer la lutte contre la déportation et aider les réfractaires à se cacher, à se nourrir, à se vêtir et à se défendre, enlevant ainsi des forces à l'ennemi et augmentant le potentiel humain de la résistance ;
- 2) Traquer et punir les agents de la Gestapo et de la Milice de DARNAND ainsi que les mouchards et les traîtres ;
- 3) Développer l'esprit de lutte effective en vue de la répression des nazis et des fascistes français ;
- 4) Développer, d'une part, la solidarité envers les emprisonnés et déportés ; d'autre part, la solidarité envers les familles de toutes les victimes de la terreur hitlérienne et vichyssoise ;
- 5) En accord avec les organisations syndicales résistantes, combattre pour la vie et la santé des Français pour une lutte quotidienne et incessante, par des pétitions, des manifestations et des grèves, afin d'obtenir l'augmentation des salaires et traitements, bloqués par Vichy et les Allemands, et des rations alimentaires et attributions de produits de première qualité, réduites par la réglementation de Vichy et les réquisitions de l'ennemi, de façon à rendre à la population un minimum de vital en matière d'alimentation, de chauffage et d'habillement ;
- 6) Défendre les conditions de vie des anciens combattants, des prisonniers, des femmes de prisonniers, en organisant la lutte pour toutes les revendications particulières ;
- 7) Mener la lutte contre les réquisitions de produits agricoles, de matières premières et d'installations industrielles pour le compte de l'ennemi ; saboter et paralyser la production destinée à l'ennemi et ses transports par routes, par fer et par eau ;
- 8) Défendre à l'intérieur de la corporation agricole les producteurs contre les prélèvements excessifs, contre les taxes insuffisantes, et lutter pour le remplacement des syndicats à la solde de Vichy et de l'Allemagne par des paysans dévoués à la cause de la paysannerie française.

Tout en luttant de cette façon et grâce à l'appui de solidarité et de combativité que développe cette lutte, les comités de villes, de villages et d'entreprises devront en outre :

- a) Renforcer les organisations armées des Forces Françaises de l'Intérieur par l'accroissement des groupes de patriotes : groupes francs, francs-tireurs et partisans, recrutés en particulier parmi les réfractaires ;
- b) En accord avec les états majors nationaux, régionaux et départementaux des F.F.I, organisées milices patriotiques dans les villes, les campagnes et les entreprises, dont l'encadrement sera facilité par des ingénieurs, techniciens, instituteurs, fonctionnaires et cadres de réserve, et qui sont destinés à défendre l'ordre public, la vie et les biens des Français contre la terreur et la provocation, assurer et maintenir l'établissement effectif de l'autorité des Comités départementaux de la Libération sur tout ce qui aura été ou sera créé dans ce domaine pour le strict rattachement aux F.F.I dont l'autorité et la discipline doivent être respectées par tous.

Pour assurer la pleine efficacité des mesures énoncées ci-dessus, le C.N.R prescrit de l'état major national des Forces Françaises de l'Intérieur, tout en préparant minutieusement la coopération avec les Alliés en cas de débarquement, doit :

- 1) Donner ordre à toutes les formations des F.F.I de combattre dès maintenant l'ennemi en harcelant ses troupes, en paralysant ses transports, ses communications et ses productions de guerre, en capturant ses dépôts d'armes et de munitions afin d'en pourvoir les patriotes encore désarmés ;
- 2) Faire distribuer les dépôts d'armes encore inutilisés aux formations jugées par lui les plus aptes à se battre utilement dès à présent et dans l'avenir immédiat ;
- 3) Organiser de façon rationnelle la lutte suivant un plan établi avec les autorités compétentes à l'échelon régional, départemental ou local, pour obtenir le maximum d'efficacité ;
- 4) Coordonner l'action militaire avec l'action de résistance de la masse de la nation en proposant pour but aux organisations régionales paramilitaires d'appuyer et de protéger les manifestations patriotiques, les mouvements revendicatifs des femmes de prisonniers, des paysans et des ouvriers contre la police hitlérienne, d'empêcher les réquisitions de vivres et d'installations industrielles, les rafles organisées contre les réfractaires et les ouvriers en grève et défendre la vie et la liberté de tous les Français contre la barbare oppression de l'occupant provisoire.

Ainsi, par l'application des décisions du présent programme d'action commune, se fera, dans l'action, l'union étroite de tous les patriotes, sans distinction d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Ainsi se constituera dans la lutte une armée expérimentée, rompue au combat, dirigée par des cadres éprouvés devant le danger, une armée capable de jouer son rôle lorsque les conditions de l'insurrection nationale seront réalisées, armée qui élargira progressivement ses objectifs et son armement.

Ainsi, par l'effort et les sacrifices de tous, sera avancée l'heure de la libération du territoire national ; ainsi la vie de milliers de Français pourra être sauvée et d'immenses richesses pourront être préservées.

Ainsi dans le combat se forgera une France plus pure et plus forte capable d'entreprendre au lendemain de la libération la plus grande oeuvre de reconstruction et de rénovation de la patrie.

II - MESURES À APPLIQUER DÈS LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

Unis quant au but à atteindre, unis quant aux moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ce but qui est la libération rapide du territoire, les représentants des mouvements, groupements, partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R proclament qu'ils sont décidés à rester unis après la libération :

- 1) Afin d'établir le gouvernement provisoire de la République formé par le Général de Gaulle pour défendre l'indépendance politique et économique de la nation, rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ;
- 2) Afin de veiller au châtiement des traîtres et à l'éviction dans le domaine de l'administration et de la vie professionnelle de tous ceux qui auront pactisé avec l'ennemi ou qui se seront associés activement à la politique des gouvernements de collaboration ;
- 3) Afin d'exiger la confiscation des biens des traîtres et des trafiquants de marché noir, l'établissement d'un impôt progressif sur les bénéfices de guerre et plus généralement sur les gains réalisés au détriment du peuple et de la nation pendant la période d'occupation ainsi que la confiscation de tous les biens ennemis y compris les participations acquises depuis l'armistice par les gouvernements de l'axe et par leurs ressortissants, dans les entreprises françaises et coloniales de tout ordre, avec constitution de ces participations en

patrimoine national inaliénable ;

4) Afin d'assurer :

- l'établissement de la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel ;
- la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ;
- la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ;
- la liberté d'association, de réunion et de manifestation ;
- l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance ;
- le respect de la personne humaine ;
- l'égalité absolue de tous les citoyens devant la loi ;

5) Afin de promouvoir les réformes indispensables :

a) Sur le plan économique :

- l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ;
- une organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général et affranchie de la dictature professionnelle instaurée à l'image des Etats fascistes ;
- l'intensification de la production nationale selon les lignes d'un plan arrêté par l'Etat après consultation des représentants de tous les éléments de cette production ;
- le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ;
- le développement et le soutien des coopératives de production, d'achats et de ventes, agricoles et artisanales ;
- le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie.

b) Sur le plan social :

- le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail ;
- un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ;
- la garantie du pouvoir d'achat national pour une politique tendant à une stabilité de la monnaie ;
- la reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ;
- un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat ;
- la sécurité de l'emploi, la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier ;
- l'élévation et la sécurité du niveau de vie des travailleurs de la terre par une politique de prix agricoles rémunérateurs, améliorant et généralisant l'expérience de l'Office du blé, par une législation sociale accordant aux salariés agricoles les mêmes droits qu'aux salariés de l'industrie, par un système d'assurance contre les calamités agricoles, par l'établissement d'un juste statut du fermage et du métayage, par des facilités d'accession à la propriété pour les jeunes familles paysannes et par la réalisation d'un plan d'équipement rural ;
- une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ;
- le dédommagement des sinistrés et des allocations et pensions pour les victimes de la terreur fasciste.

c) Une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales.

d) La possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires.

Ainsi sera fondée une République nouvelle qui balaira le régime de basse réaction instauré par Vichy et qui rendra aux institutions démocratiques et populaires l'efficacité que leur avaient fait perdre les entreprises de corruption et de trahison qui ont précédé la capitulation.

Ainsi sera rendue possible une démocratie qui unisse au contrôle effectif exercé par les élus du peuple la continuité de l'action gouvernementale.

L'union des représentants de la Résistance pour l'action dans le présent et dans l'avenir, dans l'intérêt supérieur de la patrie, doit être pour tous les Français un gage de confiance et un stimulant. Elle doit les inciter à éliminer tout esprit de particularisme, tout ferment de division qui pourrait freiner leur action et ne servir que l'ennemi.

En avant donc, dans l'union de tous les Français rassemblés autour du C.F.L.N et de son président le général De Gaulle !

En avant pour le combat, en avant pour la victoire afin que VIVE LA FRANCE !

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE



Nous appelons les jeunes générations à faire vivre, transmettre, l'héritage de la Résistance et ses idéaux » Stéphane Hessel
Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance du Finistère- ANACR
www.lesamisdelaresistancedufinistere.com

Assemblée Générale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance du Finistère
9 avril 2011 19 octobre 2013

Le bureau départemental, Le Comité Directeur Départemental, les Résistants et Amis de la Résistance, ont assuré au cours de ces deux dernières années la présence la plus active possible de notre association dans notre département:

- ceci dans le respect de l'esprit pluraliste, sans distinction politique, philosophique ou religieuse qui le fonde;

- en privilégiant toute action destinée à honorer la mémoire des Résistants, reconnaître le rôle de la Résistance dans la Libération de notre pays et le rétablissement de la République;

- en s'investissant dans la collecte, la valorisation et la transmission du patrimoine moral et matériel de la Résistance à ses héritiers légitimes, la jeunesse de notre département.

La connaissance du passé, des crimes commis au nom d'une idéologie de haine et de mépris, l'éducation aux valeurs qui sont celles de la Résistance, contribueront à éclairer les jeunes citoyens. Ils seront avertis des désastres auxquels conduisent les idéologies d'inspiration fascistes, xénophobes et racistes. Ils seront porteurs de tous ces rêves, de toute cette espérance, pour lesquels leurs aînés ont accepté de risquer leur vie, et inventeront à leur tour comment vivre ensemble la devise magnifique de notre République « Liberté, Egalité, Fraternité », comment contribuer à la défense des Droits de l'homme, à la fraternité et à la Paix entre les peuples.

C'est juché sur les épaules des combattants de la Liberté qu'ils verront mieux leur avenir.

Les deux années écoulées ont été très riches en événements. Commençons par celui que nous attendions depuis...25 ans:

-Le 27 mai devient officiellement « Journée Nationale de la Résistance », journée non chômée, non fériée. « Les établissements du second degré sont invités à organiser des actions éducatives visant à assurer la transmission des valeurs de la Résistance et de celles portées par le programme du Conseil National de la Résistance. »

Nous avons une pensée pour tous ceux qui n'ont pas vu cette victoire qui est la leur. Merci à eux. Merci à tous nos élus. Le terrain fut longuement et patiemment labouré par tous ceux qui nous ont précédés et par nous tous.

Cette journée nous y participerons de toutes nos forces, nous le faisons bien avant, quand les commémorations du 27 mai étaient organisées par les comités ANACR. Toute notre action est orientée vers cette transmission.

-Concours de la Résistance et de la Déportation. Nous sommes présents à la commission départementale, au concours par des professeurs d'histoire Amis de la Résistance, par les

rencontres Résistants élèves. Une jeune lauréate, au niveau départemental et au niveau national, Tiphaine Demairy, est Amie de la Résistance du Finistère

-Pôle Jean Moulin. Le 6 avril 2013, création à Châteaulin de l'association des Amis du Pôle Jean Moulin, de la Fédération Musée de la Résistance Nationale, ouverte à tous.

Cette association remplace le comité de pilotage issu de l'ANACR pour rassembler Français Libres, Résistants, Déportés autour du projet de Pôle Jean Moulin. Ce Pôle Jean Moulin, « véritable oeuvre de salut public » nous écrivait Jean Jacques Urvoas, avance donc.

Ce pôle est une pièce maîtresse de la sauvegarde et la valorisation du patrimoine de la Résistance dans le Finistère.

-Randonnées de la Résistance. Depuis 2008, nous organisons chaque année en septembre, le dimanche de la journée du patrimoine, une Randonnée de la Résistance. En 2011, le Cap Sizun, en 2012 et 2013 Brest. Merci au comité ANACR de Brest, Charles et Arthur, et tout particulièrement Michel Madec, qui était notre guide. Ce fut un succès.

Nous avons ainsi 6 Randonnées à proposer aux élèves, à tout public.

-Publications. Le tome II de notre série « Résistants et Maquisards du Finistère » dont le sujet est le deuxième Bataillon Stalingrad est prochainement terminé. le comité de lecture a bien travaillé. La publication est prévue pour 2014.

Notre Amie, Marie-Noëlle Postic vient de publier un livre « Des Juifs du Finistère sous l'Occupation. Deux ou trois choses que l'on sait d'eux ». Un livre essentiel.

Nos DVD réalisés par notre Ami Laurent Guélard, sont vendus par l'association.

-Site lesamisdelaresistancedufinistere.com Notre site est toujours tenu par Laurent.

Le site a été entièrement rénové l'an dernier.

-Journal Ami Entends-Tu. Ce journal commun au Morbihan et au Finistère, doit développer sa diffusion dans notre département. Il nous faut aussi augmenter notre participation.

-Congrès national de Lons-Le-Saunier en octobre 2012. l'ANACR du Finistère était représentée. L'année 2014 devrait permettre aux Résistants de recevoir enfin les décorations qui leur sont dues en juste reconnaissance de leur pays.

Par ailleurs, comme vous les Résistants le faisiez, nous assurons, à chaque fois que c'est possible, une présence de l'ANACR aux différentes cérémonies, aux Assemblées Générales des associations qui partagent nos valeurs, aux réunions avec les pouvoirs publics.

Hors département, nous maintenons des liens avec l'Association du Musée de Saint Marcel, musée qui doit vivre, c'est une exigence de l'histoire. Et ceci en synergie avec tous les autres espaces consacrés à la mémoire en Bretagne. S'il fut une terre de Résistance, c'est bien elle. Nous avons aussi récemment visité le tout nouveau Musée de la Résistance en Argoat à Saint Connan dans les Côtes d'Armor.

Au sein de l'association, auprès des Résistants et des Amis, nous espérons faire vivre fraternellement toutes les générations qui s'y côtoient, dans un même idéal. C'est une expérience d'une grande richesse humaine et nous vous proposons de la continuer ensemble.

Demain, c'est la Journée du Souvenir à Nantes et Châteaubriant. Quarante huit otages étaient fusillés le 22 octobre 1941, 27 à Châteaubriant, 16 à Nantes, 5 au Mont-Valérien.

Parmi les 27 de Châteaubriant, Pierre Guéguin, le maire de Concarneau et Marc Bourhis. Nous n'oublions pas.

Octobre 1943, la Corse était le premier département métropolitain libéré.

Année 1933 Hitler accédait au pouvoir. 1945, il laissait derrière lui un champ de ruines et d'horreurs. N'oublions pas!

Pour le Bureau et le Comité Directeur, Pascal Prigent et Anne Friant-Mendrés

Commentaires sur les résultats de 2012

Les recettes s'élèvent à 8399,06€ dont principalement

5163 € de cotisations 147 Amis (+4 par rapport à 2011) et 93 Résistants (-23 par rapport à 2011)

-460 € de subvention du Conseil Général (même somme qu'en 2011)

-450 € de subvention pour la deuxième année de la ville de QUIMPER

- aucune vente de livres et 40,50 € de vente de DVD (office de tourisme de Douarnenez)

les DVD non vendus sont à la disposition des comités locaux, pour être vendu aux membres de l'association.

-255,31€ d'intérêts du livret A.

-2030,25€ de produit exceptionnel correspondant à la récupération des fonds détenus par le comité local d'Audierne désormais dissous.

Les dépenses s'élèvent à 7408€ avec pour postes principaux :

le reversement de cotisations au bureau national de l'ANACR : 3532 €

les frais de bureau pour 334€

les frais postaux 262€

les frais de commémoration 544€

les frais de déplacement 683€

les frais d'obsèques (fleurs et avis dans la presse)460€

les frais du nouveau local à Chateaulin 163€

les frais de réparation de l'ordinateur de Laurent Guélard 391€

une aide au bureau national de l'ANACR pour ses locaux

L'exercice se solde par un excédent de 990,60€ chiffre évidemment faussé par l'apport du comité d'Audierne

la situation nette au 01/01/2013 s'établit comme suit:

compte Caisse d'Epargne C/C : 1529,96 €

livret A : 11602,27€

contre 794,66 et 11346,96 l'an passé à la même date

En conclusion la situation financière est particulièrement saine.

COMPTE D'EXPLOITATION

DEBIT		CREDIT	
Abonnements	452,29	vente DVD	40,5
Aide Bureau National	200	vente livres	0
frais d'assurance	117	subvention Conseil Général	460
frais de bureau	334,82	subvention ville de QUIMPER	450
frais de commémoration	544,5	cartes adhérents directs	409
frais de déplacements	683,7	cartes SUD CORNOUAILLE	1276
frais d'envoi	262,96	cartes MONTS D'ARREE	450
frais d'obsèques	460,06	cartes SCAER	730
frais de réunion	49,6	cartes ROSPORDEN	259
frais local Chateaulin	163,2	cartes AUDIERNE	288
versement cotisations National	3532	cartes BREST	354
frais réparation ordinateur	391,33	cartes CHATEAULIN	745
versement cotisation comité Bigouden	27	cartes Pays Bigouden	652
frais de documentation	190	produit exceptionnel comité Audierne	2030,25
excédent de l'exercice	990,6	Produits financiers	255,31
	8399,06		8399,06



Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement.

Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Certes, nous avons été, nous sommes submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit? L'espérance doit-elle disparaître? La défaite est-elle définitive? Non!

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule! Elle n'est pas seule! Elle n'est pas seule! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres.

L'APPEL

du 18 juin 1940